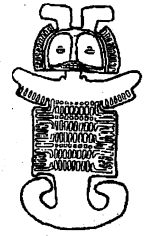




COLOMBIE



D 2092 • Co2
16-31 juillet 1996

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Répression
Paramilitaire
Droits de l'homme

L'OFFENSIVE DES PARAMILITAIRES

Malgré plusieurs accords de paix signés entre des groupes armés de la guérilla et le gouvernement colombien (cf. DIAL D 1942), la paix est encore loin d'être généralisée en Colombie. Un des éléments les plus inquiétants de la situation présente est le développement de milices paramilitaires anti-guérilla, qui sèment une véritable terreur dans certaines régions, tout particulièrement dans celle du golfe d'Urabá donnant sur la Mer des Caraïbes près de la frontière panaméenne. Cette région est devenue l'une des plus meurtrières de Colombie, comme en

témoigne ci-dessous Daniel Bland en retraçant très concrètement les diverses étapes qu'il a parcourues et les rencontres qu'il y a faites. On y voit aussi naître des formes courageuses de résistance. Ce témoignage est suivi d'un bref bilan chiffré de la violence dans cette région de Colombie.

Texte paru dans Justicia y Paz, janvier-mars 1996 (revue des droits de l'homme, qui est aussi le nouveau bulletin inter-congrégation Justice et paix de Colombie, Santafé de Bogotá).

Les paramilitaires prennent la population civile comme cible dans la région d'Urabá

Le 21 février, on est venu chercher la maman et la soeur de María Elena. C'était six jours après l'entrée en vigueur en Colombie, du Protocole II destiné à protéger et à faire respecter la neutralité de la population civile dans le conflit armé. María Elena habite dans un groupe de maisons appelé Las Cañas, à une demi-heure en voiture de Turbo, en direction du nord-est. Elle raconte qu'"il était 10h 30 environ quand les paras¹ sont arrivés. Ils sont venus à notre ferme, ils ont pris ma mère et ma soeur, ils leur ont attaché les mains, les ont forcées à s'allonger, face contre terre. Ce sont des guérilleros, disaient-ils, et pour les guérilleros, nous avons un traitement

1. Paras : paramilitaires (NdT).

particulier". Elle fait une pause pour se gratter la gorge et se frotter les yeux. "Ils les ont emmenées hors de la ferme, à une centaine de mètres. Nous avons eu si peur que nous ne sommes même pas sorties pour voir. Quand nous avons l'avons fait, c'est là que nous les avons retrouvées décapitées, ouvertes à la machette, depuis le ventre jusqu'à la gorge. En s'en allant, ils avaient déclaré que nous avions six mois pour quitter les lieux et, quand ils reviendraient, ils allaient brûler tout ce qu'ils trouveraient".

Une récente tournée dans la région a permis de mettre en évidence certaines caractéristiques de l'implacable avancée des paramilitaires, qui a pris aujourd'hui pour cible la population

civile d'Urabá : Turbo, port tropical d'environ 65 000 habitants, situé dans le Golfe d'Urabá, à 360 km au nord-est de Medellín, sur la Route de la mer, est contrôlée par les paras, depuis le milieu de l'année 1995. Depuis qu'ils sont arrivés, selon le curé d'une des trois paroisses, on compte une moyenne de dix disparitions par semaine ; et chaque matin, il n'est pas rare de trouver un ou deux cadavres, dans le fossé qui longe la route d'Apartadó. "Ce premier jour, le village s'est réveillé orné de graffitis qui annonçaient l'arrivée des paras, le groupe d'Autodéfense paysanne de Córdoba et Urabá, (ACCU). Depuis les commerçants ont un impôt à payer, car le chef paramilitaire est un ex-gué-



rillero qui sait bien ceux qui ont payé "le vaccin" à la guérilla. Ceux qui l'avaient payé d'eux mêmes ont été tués avec familles et amis, ou ont dû s'en aller. À la fin février, dans une ferme proche du village, on découvrait cinq fosses communes".

Turbo s'accroît rapidement, spécialement dans les quartiers d'"invasion", du fait de l'arrivée de centaines de familles que les paras ont réduites à s'enfuir de leurs fermes, de leurs lotissements, et à descendre des parages voisins. Les paras installent des contrôles, à la sortie de Turbo sur la route du nord, pour empêcher qu'on ne sorte à la fois plus de 50 000 pesos de marchandise. De plus grandes quantités iraient à la guérilla, expliquent-ils. Alors, ils confisquent la marchandise. Personne ne peut se plaindre.

A une demi-heure au nord de Turbo, par la route de la mer, se trouve la petite communauté de Punta de Piedra : 60 personnes, 15 à 20 fermes alignées le long de la mer. Tous ont été déplacés par les paras, en fin d'année dernière ; aujourd'hui ils emmènent à cheval le bois de leurs anciennes maisons, pour les reconstruire à nouveau. Le 12 février, les paras étaient de retour. "On les a vus arriver de bonne heure, certains étaient en cagoule. Ils ont dit qu'ils venaient chercher deux des nôtres. Nous avons déjà discuté de ce qu'il fallait faire au cas où ils reviendraient et avons décidé de ne laisser partir personne. Nous leur avons dit "non" ; nous les connaissions tous les deux ; ils n'avaient rien à voir avec la guérilla et nous n'allions

pas les laisser partir. A la suite d'une forte discussion, avec menaces de revenir et d'en emmener d'autres, ils s'étaient retirés". Cet exemple de courage et de résistance aux paras était passé de bouche à oreille ; quelques jours plus tard, on en parlait dans les églises de Turbo. "Ne vous enfermez pas dans vos maisons, n'éteignez pas les lumières quand vous rentrez. Si un jour, ils viennent chercher un voisin, le jour suivant, ce peut être vous qu'ils viendront chercher. Solidarité ! L'indifférence rend complice".

Les murs couverts de graffitis - "Mouchards, nous vous tuerons les uns après les autres, vous le verrez bien ACCU." - magasins fermés, maisons abandonnées à Tié, village suivant sur la route du nord. Sur 1000 personnes qui, il y a un an, y habitaient, 25 familles sont parties, 15 autres se préparent à faire de même. Au milieu d'enfants et petits enfants, un commerçant de Tié, à qui on demandait ce qu'il pensait faire, hausse les épaules et répond : "M'en aller ? Quoi d'autre ?"

Ce tableau désolant change en 20 minutes, à l'arrivée à Totumo. C'est un dimanche matin, le village de 2 000 habitants est plein de vie, nombreuses bicyclettes et motos sont dans la rue ; les enfants jouent au football, on entend des cris et des applaudissements, de la musique qui s'envole des fenêtres des trois temples protestants. Une prospérité qui saute aux yeux. "Beaucoup sont partis, les paras en ont tué d'autres. Ceux qui sont là sont avec eux".

La stratégie paramilitaire.

Encore une demi-heure sur la côte nord, et c'est Necoclí, centre paramilitaire de 40 000 habitants. Un adolescent de Turbo raconte comment "les paras amènent des jeunes de là-bas à Necoclí ; ils leur donnent un uniforme, les arment et les entraînent. Là les paras ont leur base maritime ; de nuit, ils traversent le golfe en chaloupes, ils arrivent à Chocó". Ce que confirment les prêtres du Nord du Chocó ; pour eux, une partie de la stratégie militaire dans le Chocó vise à la destruction de la forêt. "Ils menacent et paient les paysans pour qu'ils coupent la forêt. Avant l'an 2000, ils veulent transformer tout le nord du Chocó en prairies d'élevage, depuis Ríosucio jusqu'au Darién". "Derrière chaque arbre, est caché un guérillero !", c'est la devise de campagne des paramilitaires.

Selon les analystes de l'avancée paramilitaire d'Urubá, la méthode d'action répond à une stratégie combinant discipline et précision militaires avec une cruauté sans limite. "La première incursion se fait en groupe nombreux où, presque toujours, quelques-uns sont en cagoule. Ils commencent par arrêter des personnes connues de toute la région, qu'ils accusent d'être guérilleros ou d'aider la guérilla. Ensuite, ils font connaître leurs projets de "nettoyage", donnent l'ordre de fermer tous les commerces, préviennent ceux qui ne sont pas d'accord qu'ils doivent s'en aller. Ensuite, ils tuent les prisonniers, souvent torturés et décapités en public : un élément clé de tout leur procédé, leur comportement absolu-

ment cruel par lequel ils sèment la terreur. Que peuvent alors faire les gens ? Ils ne peuvent plus que s'en aller !”.

A cinquante km de Turbo, par un chemin découvert à l'est, on arrive à Puerto Bello, village occupé par les paras depuis le 20 février. Ce jour-là, raconte-t-on : “Ils sont arrivés de bonne heure, avec Carlos Castaño. Il nous a tous réunis dans le kiosque, il a déclaré qu'ils allaient installer ici une base paramilitaire ; que pour cette raison, nous avons tous à payer un impôt. Ensuite, ils ont amené une quantité d'armes, les ont jetées par terre et nous ont dit : “Se servent ceux qui veulent !”. Aujourd'hui, 90 ou 95 % des familles du village ont des armes chez elles et nous vivons un cauchemar”.

“Ils ont cassé la serrure de l'école et maintenant assistent armés à la classe, au milieu des enfants ; ils contrôlent les cahiers des professeurs. Certains vont jusqu'à dormir là la nuit. Ils arrivent en armes à l'église, ils vont là où ils veulent, font ce qu'ils veulent. Ils sont les maîtres ! Les garçons vont avec eux, des enfants de 12 à 13 ans. Quelques-uns sont si petits qu'ils peuvent à peine porter les fusils qu'on leur a donnés. C'est vraiment triste.”

“Il y a deux groupes à Pueblo Bello, l'un avec fusils et radios, ils sont comme l'oeil ou l'oreille du groupe dans le village, on leur donne à manger gratuitement ; l'autre envoyé à la campagne et dans les parages. Ils patrouillent, sont entraînés militairement. Certains membres du second groupe reçoivent un salaire mensuel de 200 000 pesos, sont bien armés, pourvus d'armes automatiques, grenades, talkies-walkies : ce sont ceux qui, peu à peu, étendent le champ d'action des paras dans la direction de Turbo”.

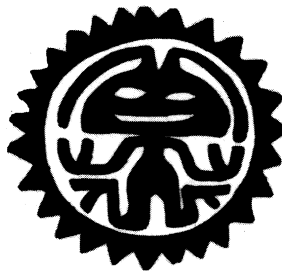
“Le 3 mars, il y a eu affrontement entre paras et guérilla, dans la localité d'Esperanza, à quelques minutes d'ici. Deux paramilitaires ont été gravement blessés. Immédiatement est apparu l'hélicoptère de l'armée, qui les a conduits à Medellín”.

La conséquence la plus évidente de l'offensive paramilitaire en Urubá est l'exode massif des familles. Selon la Défense du peuple, en six mois seulement, de décembre 1994 à mai 1995,

plus de 4 000 familles, environ 25 000 personnes, ont été contraintes à abandonner leurs lotissements et à s'enfuir. Depuis lors, le chiffre doit avoir doublé et constitue, sans doute aujourd'hui, le phénomène de migration interne le plus élevé du continent, en période courte. De même qu'est très élevé le nombre des victimes directes de la violence paramilitaire. “Bien que les grands massacres soient les plus prisés des médias nationaux et internationaux, nous savons que la plupart des victimes - plus de 2 000 depuis fin 94 - sont enterrées dans des fosses communes, par des parents ou amis, trop épouvantés pour raconter vraiment ce qui est arrivé, même à leur curé”.

Une condamnation à mort

Quand on sort de Turbo vers le sud, on passe par Currulao, Apartadó, Carepa et Chigorodó. Tous ces lieux sont des lieux de massacres récents, témoins de l'offensive paramilitaire. À 110 km au Sud de Turbo, se trouve Mutatá, limite sud d'Urubá, que l'on suppose



être l'objectif territorial des paras. À 40 km, à une heure à l'ouest, se trouve Belén de Bajirá, aux limites du Chocó. En fin février, une patrouille de l'armée a pénétré dans ce village. Le capitaine qui commandait a convoqué les responsables de l'action communale, ainsi que le curé. Il a déclaré qu'il fallait réunir “les 30 guérilleros du lieu”. Leurs noms étaient inscrits sur une liste qu'il leur montra. Quand ils l'eurent assuré qu'ils n'étaient pas des guérilleros mais bien des paysans, connus de beaucoup de personnes de l'endroit, il dicta son ultimatum: “Ou bien vous collaborez avec moi, ou bien je m'en vais, et arrivent les paramilitaires”. Ils n'ont pas collaboré.

“Le 3 mars vers 9h30 du matin, ils sont arrivés en tirant en l'air. Ils amenaient un paysan les mains liées. Tout

de suite, ils en ont pris deux autres de la communauté ; ils avaient avec eux une liste et se sont rendus chez la doctoresse. Ils avaient besoin d'elle, disaient-ils, parce qu'ils avaient un blessé avec eux. Après quoi, ils ont fait un tour du parc et du village ; ils ont inscrit des graffitis sur les murs et sont partis. Un instant plus tard, nous avons entendu des coups de feu. Ils avaient tué les hommes et les avaient laissés devant le cimetière. Ils étaient partis avec la doctoresse. Quand nous sommes sortis, nous avons trouvé un autre mort, à 50 m du cimetière ; le soir, on nous a prévenus que deux autres gisaient, sur la route de Mutatá”.

“On m'a beaucoup questionnée sur les campements de la guérilla, raconte la doctoresse Luz Marina Arteaga ; on m'a demandé si je soignais les guérilleros blessés. J'ai répondu que, comme médecin, je m'occupais de toute personne qui avait besoin de soins médicaux. Parmi eux, j'ai reconnu des ex-guérilleros fameux de la région ; je savais que si je mentais, ils me tueraient”.

La doctoresse raconte qu'en de nombreuses occasions, les paramilitaires nommaient ses deux enfants et son mari ; ils lui disaient que sa fille était à tel endroit à telle heure, que son mari était sorti tôt, à tel endroit, qu'ils allaient exterminer toute personne de Bajirá ayant la moindre relation avec la guérilla. Elle raconte aussi qu'ils se sont vantés, avec force détails, des atrocités commises et à commettre. Deux jours après, ils l'ont libérée afin qu'elle raconte aux gens de Bajirá ce qui les attendait. “Un peuple condamné à mort” fut la formule de la doctoresse Arteaga pour résumer son expérience et ce qui allait arriver à Bajirá. Malgré l'installation, quelques jours après, de deux bases militaires, dont une à seulement 3 km de Bajirá, un groupe de 40 paras est revenu le 13 mars, en deux camionnettes de marque Toyota. “Ils sont restés sur les lieux toute la journée, menaçant de mort quiconque oserait collaborer avec la guérilla. Ensuite ils sont partis, emmenant avec eux cinq personnes du village”.

Bien qu'il reconnaisse qu'un accord de

paix dans la région ne soit pas pour demain, le coordinateur du bureau des droits de l'homme du diocèse de Apartadó, le Père Leonidas Moreno, estime qu' "il est urgent de prendre des mesures immédiates pour freiner le massacre des personnes innocentes, dans ce conflit dont nous sommes

nombreux à penser qu'il va être un conflit long et sanglant". "Il pourrait y avoir des accords très concrets, estime le P. Moreno, visant à protéger les populations civiles déplacées ; par exemple, l'établissement d'une "zone de protection" où toutes les parties en conflit s'engageraient à respecter la

population civile et à ne pas entrer". Cependant, les mécanismes permettant de créer une telle zone et de garantir son fonctionnement dans un région aussi sensible et stratégique, économiquement et militairement, restent une grande inconnue.

Les chiffres de la violence en Urubá

Il est aberrant qu'une région comme Urubá, où habite à peine 0,7% de la population nationale, affiche 34% des assassinats politiques du pays (...)

A partir de l'information enregistrée sur la banque de données de Justice et paix, il est possible d'affirmer que, durant les trois dernières années, les modalités de la violence se sont modifiées : d'affrontements entre acteurs armés, on passe à l'assassinat sélectif de victimes sans moyen de défense. On observe que les victimes en acte de guerre diminuent peu à peu (on passe de 129 à 120 et à 69), tandis que les assassinats politiques représentent une proportion de plus en plus grande, hormis l'année 1994.

En 1993, commencent à grande échelle les incursions paramilitaires en provenance de Córdoba, par le nord de la région d'Urubá, visant à obtenir le contrôle territorial et politique de la zone. A la fin de l'année, la partie nord se trouve pratiquement sous contrôle de ce que l'on appelle aujourd'hui les Autodéfenses paysannes de Córdoba et d'Urubá.

En 1994, le chiffre de victimes d'assassinats politiques, ou vraisemblablement politiques, diminue de 54% (ne parlant que de cas connus) ; si on tient compte des chiffres de l'année 1995, on peut considérer que l'année précédente s'est caractérisée par des

actions de consolidation de zones déjà contrôlées par les paramilitaires.

Depuis 1995, les groupes d'autodéfense ont commencé à Turbo la lutte pour le contrôle de l'axe bananier : vers la moitié de l'année, ils avaient renforcé leur contrôle et depuis lors, ils continuent en direction d'Apartadó, Carepa et Chigorodó. Nécessairement, le processus est perceptible dans le nombre des victimes enregistrées, avec une augmentation du 152 %, dans le cas des assassinats politiques ou vraisemblablement politiques.

Par ailleurs, la part croissante prise par la région dans la violence nationale est évidente. Du total d'assassinats politiques enregistrés au niveau national, c'est dans la région d'Urubá que sont commis 24,66 % des assassinats en 1993, 14,54 % en 1994 et 34,32 % en 1995.

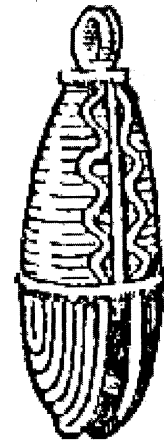
Il est aberrant qu'une région comme Urubá, où habite à peine 0,7% de la population nationale, soit quelques 232 000 personnes, enregistre 34 % des assassinats politiques commis dans le pays.

En termes prévisionnels, la situation tend à empirer. On observe qu'en relation avec le dernier trimestre 1995, les assassinats politiques ont augmenté de 125% et les disparitions, l'un des procédés des paramilitaires, sont passées de 3 entre octobre et décembre

1995, à 15 dans les trois premiers mois de 1996. Circonstance aggravante de ce qu'on vient de dire : presque toujours, les personnes disparues s'avèrent être des victimes d'assassinats politiques.

Il faut remarquer, par ailleurs, l'absence presque totale de cas connus, tant dans le nord d'Urubá, les districts de Necoclí, Arboletes, San Juan de Urubá, que dans l'Urubá cordobés Tierralta, Valencia et Canalete - où le contrôle paramilitaire est pratiquement total. Ces six derniers mois, on n'a enregistré qu'un assassinat pour motif politique, à Tierralta.

Traduction DIAL. En cas de reproduction mentionner la source DIAL.



DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CÉDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.